

# Indices des prix par catégorie de ménages 1998-2015

---

## Synthèse

De 1998 à 2015, les prix à la consommation ont augmenté de 27,9 % pour l'ensemble des ménages sur le territoire métropolitain.

Cette inflation moyenne masque des évolutions des prix sur la période différenciées selon les biens et services, qui vont d'une baisse des prix des communications (-33,4 %) et des loisirs et de la culture (- 9,8 %) à de fortes hausses pour les boissons alcoolisées et le tabac (+ 92,3 %), le logement (+ 52,8 %) ou les transports (+ 41,9 %).

Partant de ces évolutions de prix des biens et services consommés par les ménages, l'étude apporte un éclairage, dont les éléments d'explication se situent au niveau des différences de structure de consommation des catégories de ménages en biens et services.

Ainsi, différents rythmes d'inflation sont calculés par catégorie de ménages afin de mesurer la croissance moyenne annuelle des prix à laquelle ces catégories de ménages ont été soumises durant la période couverte par l'étude.

Selon ces calculs, les ménages les plus modestes, c'est-à-dire les 10% de ménages aux niveaux de vie les plus faibles, ont été soumis à une hausse des prix à la consommation de 1,4 point plus élevée que l'inflation d'ensemble, soit +29,3 % au cours de la période 1998-2015. Les 10 % des ménages les plus aisés ont, eux, connu une hausse des prix de 26,0 % pendant la même période, soit 3,3 points de moins que pour les ménages les plus modestes. En effet, les ménages modestes, proportionnellement à leur budget total de consommation, dépensent plus que les ménages aisés pour le logement (loyers, charges, eau, énergie) et les boissons alcoolisées et le tabac ; ils ont ainsi été davantage touchés par les hausses des prix dans ces deux secteurs. Cet écart d'inflation entre les deux catégories de ménages tend à se stabiliser depuis 2012.

Le même phénomène peut être observé entre les ménages dont la personne de référence est un ouvrier et ceux pour lesquels cette personne est un cadre : l'écart d'inflation entre ces deux catégories de ménages atteint 2,7 points de 1998 à 2015 à l'avantage des seconds. Les écarts sont plus faibles entre les autres catégories socioprofessionnelles, ainsi qu'entre les ménages actifs et les retraités.

Les différences relevées lorsqu'on répartit les ménages selon d'autres typologies sont également peu marquées : c'est le cas s'agissant de la composition du ménage (les couples sans enfants bénéficient de leurs faibles dépenses en services liés à l'enfance par rapport aux couples avec deux enfants), l'âge de la personne de référence (écart cumulé de 2,2 points de 1998 à 2015 entre les 30-44 ans et les moins de trente ans), ou le statut d'occupation du logement (les locataires sont affectés par le dynamisme des loyers au cours de la période, avec un écart cumulé d'inflation de 1,9 point par rapport aux propriétaires).

**Octobre 2016**